



# UNE REUNIFICATION DE LA COREE EST-ELLE POSSIBLE ?

Mémoire de géopolitique  
du capitaine de corvette Charles-Henry Orcel  
dans le cadre du séminaire  
« Validité des théories du XIX<sup>e</sup> siècle »

Directeur : Monsieur Philippe Conrad

Mars 2005

# **SOMMAIRE**

**Une réunification de la Corée est-elle possible ?**

## **PREMIERE PARTIE : L'EXISTENCE FRAGILE D'UN ETAT COREEN.**

Le souvenir d'une identité nationale coréenne  
L'espoir avorté de l'après colonisation japonaise  
La division  
Abel et Caïn

## **SECONDE PARTIE : LES OBSTACLES A UNE REUNIFICATION.**

Surmonter les dichotomies intrinsèques  
Au croisement des politiques d'intérêt  
La rigidité de l'articulation coréenne

## **TROISIEME PARTIE : LE CONTOURNEMENT DU MUR.**

(PROPOSITION D'UN MODELE POLITIQUE COREEN)

Les limites des actions passées de rapprochement entre les deux Corées  
Le contournement du « mur coréen »

## **Introduction.**

Une réunification de la Corée est-elle possible dans un futur proche c'est-à-dire à un horizon de dix à trente ans ? Serons nous les témoins de la reconstitution d'un Etat coréen ?

L'effondrement de l'Union Soviétique, la récente et surprenante réunification de l'Allemagne sous les yeux d'une planète étonnée, l'émergence progressive de démocraties dans les pays d'Asie sont des signes qui pourraient nous amener tout naturellement à envisager la réunification prochaine des deux Corées.

C'est en fait peu probable.

L'histoire nous enseigne tout d'abord que la Corée n'a pas l'assise historique, le passé politique de l'Allemagne. L'émergence d'un état coréen serait une nouveauté et non le rétablissement d'une normalité.

Géographie et politique nous enseignent que la péninsule coréenne constitue un pivot asiatique du « Rimland » où s'opposent des réalités tant historiques que géographiques ou politiques. Réunifier les deux Corées impliquerait de marier ces dichotomies solidement ancrées. Et même si les Américains font en sorte, depuis la fin de la guerre du Vietnam, que le centre de gravité de cette zone glisse vers l'est, il n'en demeure pas moins que la péninsule coréenne demeure pour les Etats d'alentour la clé d'un équilibre difficile à maintenir. Réunifier les deux Corées nécessiterait donc de dépasser des clivages intrinsèques à la Corée. Mais cette réunification viendrait aussi, et surtout, contrarier les logiques d'intérêts des différents Etats riverains qui trouvent actuellement intérêt à cette situation. L'obstacle paraît de taille, presque insurmontable. L'ensemble conduirait à gripper « l'articulation » coréenne et à déséquilibrer l'Asie toute entière.

Que va t-il alors se passer ?

Car des signes de rapprochement, économiques ou politiques, sont manifestes. On peut penser que la tectonique des Etats dans cette région du monde va donner lieu à un rapprochement des deux Corées, rapprochement provoqué non pas, comme en Allemagne par une chute du mur mais bien par un « contournement du mur » provoqué par deux courants presque contraires : une mondialisation qui se développe elle aussi en Asie, et une régionalisation émergente, porteuse de l'identité asiatique face au reste du monde. C'est-à-dire que transcendées par des intérêts dépassant ceux de leur propre existence, les deux Corées peuvent avoir l'intelligence de se rapprocher, en contournant les fils barbelés qui les séparent.

## **1 L'EXISTENCE FRAGILE D'UN ETAT COREEN:**

**L'existence en propre d'un Etat politique coréen est quasiment inexistante. Même si les signes d'une unité nationale sont présents et se sont déjà affirmés dans l'histoire du pays, ils ont été balayés par la division puis la guerre fratricide qui se sont succédées après la colonisation japonaise.**

### **1.1 Le souvenir d'une identité nationale coréenne :**

**S**éparée de la Chine du Nord Est par deux fleuves, le Yalu et le Tumen (le cours inférieur de ce dernier constituant également la frontière avec la région russe de Vladivostok), la péninsule coréenne (222.154 km<sup>2</sup>) s'étire vers le sud en direction de l'archipel japonais (cf. carte pages 34). Sa topographie est très variée bien que constituée à 70% de montagnes. Le rivage, irrégulier, est parsemé de plus de 3.000 îles. La péninsule compte de nombreux panoramas de montagnes et de fleuves, ce qui lui a valu le nom de "*pays des brocards d'or*". Soumise à l'influence de ses voisins et enjeu de leurs rivalités en raison de sa position géographique, la Corée (le Pays du Matin Calme) a toujours été vulnérable et perturbée par leurs multiples interventions: invasions barbares par le Nord, depuis les Huns au IV<sup>e</sup> siècle jusqu'aux Mandchous au XVII<sup>e</sup> siècle, invasions japonaises par le sud à partir du XVI<sup>e</sup> siècle. Le peuple coréen est resté cependant ethniquement homogène. Il a pu développer au contact de la Chine, la puissance suzeraine dont il a assimilé les religions et la culture, une tradition historique et artistique originale qui a entretenu une certaine cohésion nationale bien avant l'éclosion du nationalisme coréen.

Celui-ci exalte aujourd'hui le souvenir des royaumes médiévaux de Shilla et de Goryeo (Koryo), qui unifièrent le pays, ou de Seyong, qui inventa l'alphabet coréen au XV<sup>e</sup> siècle.

## **1.2 L'espoir avorté de l'après- colonisation japonaise:**

**A**u XIX<sup>e</sup> siècle, l'irruption des influences occidentales en Asie déchira le pays entre les tenants d'une ouverture, qui se traduit par les progrès du catholicisme, et ceux d'un isolationnisme absolu perçu comme la garantie de la préservation de l'indépendance. Mais, objet de tout temps des convoitises des impérialismes asiatiques, la Corée n'était pas assez forte pour leur résister et fut finalement annexée par le Japon en 1910 après que ce dernier eut éliminé la concurrence de la Chine et de la Russie. Plongés dans la nuit coloniale et l'oppression, les Coréens acquirent alors une idée précise de leur propre unité nationale et luttèrent avec énergie pour leur libération. Celle-ci intervint en 1945, lors de la défaite du Japon face aux Etats-Unis et à leurs Alliés. L'ensemble de cette résistance était suffisamment étoffé pour que les puissances participantes à la Conférence du Caire (1943) reconnussent à la Corée le droit d'être libre et indépendante. À la Conférence de Postdam (1945), il fut décidé qu'un *trusteeship* des quatre grands, Chine, Etats-Unis, Grande Bretagne, Union Soviétique., serait le meilleur garant de l'indépendance coréenne. Mais peu après, les États-Unis et l'URSS décidèrent que leurs armées respectives se chargeraient de désarmer les troupes japonaises. La partition de la Corée se dessinait et les conditions d'un nouveau conflit étaient réunies.

## **1.3 La division :**

**L**a péninsule coréenne qui avait été dirigée par un gouvernement unique depuis le VII<sup>e</sup> siècle, allait se retrouver tragiquement divisée du fait de la rivalité des grandes puissances, et d'un partage du monde entre l'Orient et l'Occident.

Conformément aux accords de Yalta, l'Union Soviétique reçut le droit de désarmer les troupes japonaises dans la moitié septentrionale en "récompense" de son entrée en guerre, tardive, contre le Japon. Les États Unis proposèrent très arbitrairement de faire du 38<sup>ème</sup> parallèle la ligne de partage. Le Comité conjoint américano-soviétique échoua dans sa tentative d'établir un accord sur l'indépendance de la Corée. La question fut donc portée devant l'Assemblée générale des Nations Unies en 1947 et une résolution fut adoptée en faveur de la tenue immédiate d'élections générales destinées à assurer l'indépendance et

l'unification. L'URSS s'opposa à l'entrée des délégués des Nations Unies dans le Nord ou fut établi un régime communiste totalitaire. Des élections eurent lieu en Corée du Sud sous le contrôle de l'ONU, et la République de Corée, dotée d'un système présidentiel démocratique, fut officiellement formée en 1948.

#### **1.4 Abel et Caïn :**

L'agression caractérisée du régime communiste du nord envers la république du sud, le dimanche 25 Juin 1950, aboutit très vite à une internationalisation du conflit. L'intervention des troupes de l'O. N. U. principalement américaines ayant permis de refouler les envahisseurs nord coréens la Chine communiste engagea en effet dans le conflit des « volontaires » qui firent de cette guerre l'un des principaux affrontements de la guerre froide.

Le 25 Juin 1950, les Communistes du Nord, sous la direction de Kim il-sung, déclenchèrent inopinément l'invasion du Sud. Les maigres troupes du Sud équipées légèrement, n'étaient pas en mesure de tenir face aux lourds moyens d'origine soviétique mis en oeuvre par leurs agresseurs. Séoul tomba en trois jours et presque toute la Corée fut occupée en un mois, à l'exception d'une petite zone baptisée "*Périmètre de Pusan*". L'Assemblée Générale de l'ONU décida immédiatement d'envoyer des troupes pour soutenir le Sud.

Principalement américaines, et placées sous le commandement du Général Douglas Mac Arthur, elles inversèrent rapidement le déroulement du conflit. Quelques unités ayant atteint la frontière Nord avec la Chine le long du fleuve Yalu, l'unification semblait enfin être sur le point de se réaliser. C'est alors que les Chinois intervinrent massivement, obligeant les forces des Nations Unies à battre en retraite. Des combats acharnés qui mirent à mal l'armée chinoise, se poursuivirent jusqu'à ce que l'armistice soit enfin signé le 27 Juillet 1953. Cette guerre, qui mit aux prises les combattants entraînés de la première puissance démocratique mondiale, forte d'une supériorité matérielle écrasante, et ses alliés Sud-coréens et Occidentaux, avec les Sino- nord Coréens communistes, incarnant une tradition militaire révolutionnaire, dévasta la Corée. Alors que les Communistes étaient sur le point d'être définitivement battus après des combats sans merci d'une extrême violence qui évoquèrent, à bien des égards, l'enfer de

Verdun, l'ouverture de pourparlers diplomatiques et politiques à Kaeson dès juin 1951 conforta progressivement la division du pays. Cette partition définitive intervint sur la base des positions à la date de l'armistice de Panmunjom, le 27 Juillet 1953, c'est à dire proche de la partition initiale du 38<sup>ème</sup> parallèle.

Tandis que la Corée du Nord devenait une "république" populaire et une dictature militaire, la Corée du Sud se dotait d'un régime parlementaire et démocratique: la *République* de Corée, ces deux Etats s'installant dans la confrontation idéologique caractéristique de la guerre froide.

## **2. LES OBSTACLES A LA REUNIFICATION :**

**Réunifier les deux Corées imposerait tout d'abord de dépasser des dichotomies intrinsèques importantes et de contrarier les intérêts des Etats voisins. Un tel processus comporte le risque de rendre plus rigide l'articulation coréenne et de faire basculer la zone d'un état de relative souplesse à celui d'un déséquilibre potentiel plus important.**

### **2.1 Surmonter des dichotomies intrinsèques:**

#### **2.1.1 Entre Orient et Occident :**

La péninsule coréenne a toujours été historiquement au cœur de confrontations, d'abord entre puissances orientales et occidentales puis entre puissances continentales et puissances maritimes.

La France y a échoué durant le XIX<sup>ème</sup> siècle pour défendre ses missionnaires et des valeurs occidentales. Puis ce fut au tour de la Russie qui dut s'effacer au profit de la Chine et surtout du Japon. C'est ainsi que dans la zone, des Etats ont été colonisés, d'autres non. Le sud a en quelque sorte été colonisé par les

Américains, alors que le nord, s'il est resté farouchement indépendant, a lui été porté par la Chine.

Une réunification imposerait le choix accéléré d'un modèle identitaire, entre Orient (identité propre) et Occident (Corée du sud).

### **2.1.2 Entre Terre et Mer :**

La Corée du nord est liée pour l'essentiel à la Chine communiste et continentale. C'est un état continental et communiste, héritier du royaume ermite de type chinois, replié sur lui-même jusqu'à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle. La Corée du nord continue de vivre sur des bases continentales que sont le repli sur soi, l'autarcie, le peu d'intérêt pour la mer, la fermeture des frontières. La Corée du sud est liée aux Etats Unis et au Japon, Etats maritimes et libéraux. Ce sont les Etats-Unis qui ont pu ouvrir cette Corée encore continentale dès 1945 avec une évolution du sud face au nord comparable à celle de Taiwan ; ce sont donc des régimes nationalistes qui ont réussi à s'internationaliser tandis que des régimes « internationalistes » ne sont pas parvenus à le faire. La Corée du Sud a surtout connu un véritable engouement pour l'activité maritime: la pêche (un des plus grands exportateurs et producteur de poissons), la construction navale (tiers du marché mondial des constructions navales) ; à cet égard la Corée du sud a eu sur le domaine maritime des revendications impressionnantes ( zone de souveraineté de 200 miles) qui ont porté les germes de frictions avec le Japon.

La réunification devra concilier les deux modèles, en les mêlant harmonieusement.

### **2.1.3 Entre nucléaire et non nucléaire :**

Un autre clivage important de cette région du monde réside dans la question du nucléaire. La Corée du nord semble dotée de l'arme nucléaire après avoir bénéficié de l'aide de l'ex URSS ou de la Chine. Elle représente donc un point nucléaire tourné tout entier vers l'est, vers le Pacifique et les Etats-Unis. La Corée du sud ne possède pas quant à elle l'arme nucléaire et bénéficie du parapluie américain.

La réunification devrait normalement permettre de gérer ce difficile problème. Il est en effet peu probable que la Corée garderait dans cette hypothèse l'arme nucléaire. Cependant, face au Japon, à la Chine, il pourrait être tentant dans cette zone de se doter d'une dissuasion solide.

Une réunification doit donc traiter sérieusement de cette question qui peut constituer un obstacle, la Corée du nord apportant dans le panier de la mariée ce que certains considèreront comme un « cadeau empoisonné » pour l'équilibre de la région.

#### **2.1.4 Entre Nord et Sud :**

La Corée du sud est riche et s'est développée sur un modèle d'économie libérale. Le PIB par habitant est voisin du PIB français. Cependant c'est une économie encore fragile qui n'a pas les reins aussi solides économiquement que l'Allemagne de l'ouest à la veille de la chute du mur. Il lui faudrait sans conteste compter sur une aide du Japon, voire des Etats-Unis. Et ce d'autant que la situation économique de sa sœur jumelle la Corée du nord est dramatique, notamment depuis la fin de l'aide massive de l'Union Soviétique : absence d'infrastructures et d'autosuffisance alimentaire.

L'effort économique de redressement de la Corée du nord qui devrait être assumé par la Corée du sud en cas de réunification paraît bien trop important à supporter pour un état certes prospère, mais encore fragile comme en témoigne le choc de la crise économique de 1998. L'émergence de la Chine comme « atelier du monde » viendra de plus en plus ralentir cette bonne forme économique. Et une Corée du sud, accaparée par des problèmes internes de délocalisation et de fracture sociale, se sentira encore moins à même, surtout si les citoyens doivent en payer le prix, de prendre en charge le fardeau de la Corée du nord.

## **2.2 Au croisement des politiques d'intérêts :**

Les dichotomies qui viennent d'être exposées sont difficiles à dépasser. Et la Corée n'est pas l'Allemagne. Sa réunification serait une novation totale. Mais aussi et surtout, aucun état alentour n'a d'intérêt réel à cette réunification.

Une Corée de plus de 65 millions d'habitants, fonctionnant sur le modèle politico-économique du Sud, constitue à terme une menace que ni les Etats-Unis, ni la Chine, ni le Japon, ni la Russie ne veulent contribuer à mettre en place.

Dans ce contexte régional faussement ouvert, la séparation de la Corée à hauteur du 38ème parallèle correspond aux intérêts bien compris des pays voisins.

### **2.2.1 Comparaison avec la réunification allemande :**

Dans les années qui précèdent la réunification des deux Allemagnes, des Allemands de l'Est s'enfuient en grand nombre vers l'Ouest, cherchant désespérément à entamer une vie meilleure dans une RFA plus prospère. En RDA, des manifestations de grande envergure ont lieu qui font paniquer les dirigeants du gouvernement. S'ensuivent des démissions, des expulsions du parti et du gouvernement ce qui cause, en quelques semaines seulement, l'effondrement du système communiste.

Le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl n'a alors pas d'autres choix que d'envisager la réunification allemande.

Cependant, des problèmes se posent: la Pologne s'inquiète de sa frontière avec l'Allemagne de l'Est sur la ligne Oder-Neisse et l'URSS soulève le problème du statut militaire de l'Allemagne réunifiée. Gorbatchev, le dirigeant de l'URSS, offre deux possibilités: soit une Allemagne neutre, soit le maintien de chacune des deux Allemagnes au sein de leurs alliances respectives, l'OTAN pour l'Allemagne de l'Ouest et le Pacte de Varsovie pour l'Allemagne de l'Est.

Suite à des conversations favorables entre Kohl et Gorbatchev, un accord historique garantit la réunification dans l'année; ainsi une Allemagne réunifiée serait libre de faire partie de l'OTAN. Les premières élections libres en

Allemagne de l'Est se déroulent en mars 1990 et les démocrates-chrétiens (partisans d'une unification rapide) l'emportent. Le traité d'union économique et monétaire, (entrée en vigueur en juillet) est signé le 18 mai 1990. L'Allemagne réunifiée devient donc officiellement la République Fédérale d'Allemagne le 3 octobre 1990 et Helmut Kohl devient son premier chancelier.

En Europe, la réunification allemande a engendré chez les Etats voisins un certain nombre d'inquiétudes et notamment en France. Mais cette Allemagne réunifiée ne faisait que reprendre la place qui était la sienne avant la seconde guerre mondiale.

Le cas de la Corée est extrêmement différent : ce pays est passé sans transition de pays tributaire de la Chine à celui de territoire annexé par le Japon ; puis avant même d'avoir retrouvé son indépendance, il fut en 1945 divisé en deux zones rivales comme le furent autrefois les deux royaumes coréens

La réunification des deux Corées ne serait pas seulement la fusion de deux zones en un seul Etat ; ce serait aussi l'apparition d'une nouvelle puissance dans une région où Chine, Japon et Russie ont toujours considéré la Corée comme un problème, jamais comme un grand Etat.

Géopolitiquement, la novation serait totale.

L'Europe a quant à elle vécu même si cela est assez récent à l'échelle de son histoire, avec l'idée d'une grande Allemagne.

D'un point de vue économique, l'Allemagne de l'ouest était un pays fortement créditeur alors que la Corée du sud est un pays fortement endetté.

La Corée du sud n'est intégrée à aucun système multilatéral régional qui pourrait l'aider à amortir le choc économique, social et politique comme l'ont fait le pacte atlantique et la communauté européenne dans le cas allemand

La réunification véritable de l'Allemagne n'a lieu que le 3 novembre 1990. Elle se présente sous les meilleurs auspices : certes le retard économique de l'est par rapport à l'ouest est grand - contrairement à ce qu'une propagande bien orchestrée pendant trente ans était parvenue à faire croire au monde entier... - mais l'Allemagne fédérale est riche, à la recherche de nouvelles opportunités et de grands chantiers, prête à mettre le paquet pour moderniser la partie orientale sous-développée.

Le 18 mai 1990 est signé le "Traité d'État sur la création d'une union monétaire, économique et sociale".

Avec l'accord des Alliés, la réunification politique est réalisée le 3 octobre 1990. Les cinq Länder de RDA sont rattachés à la RFA. Le Mark devient monnaie commune dans une zone monétaire unifiée. Berlin devient capitale de la nouvelle Allemagne.

En 1990, les nouveaux Länder ne représentent que 20 % de la population allemande et moins de 10 % du PNB. Les infrastructures de productions sont vétustes, voire obsolètes, le réseau des communications est délabré. L'environnement est sinistré. Un auteur a présenté l'Allemagne comme une entreprise, et la réunification comme "une OPA peu amicale" : "A la place du rideau de fer et du mur, un fossé d'incompréhension sépare pour longtemps ceux de l'Est et ceux de l'Ouest, Ossies dépossédés de leur identité et Wessies inquiets de leurs impôts (...)" (Pierre Riquet).

En 1993, la signature du Pacte de solidarité doit permettre de surmonter les difficultés du redressement des nouveaux Länder : il s'agit de garantir les aides aux investissements à l'Est, d'y encourager l'implantation d'entreprises et d'y sauvegarder des noyaux industriels durs. Cette perfusion financière représente 5 % du PNB allemand par an. Certaines applications de cette politique conduisent d'ailleurs à des paradoxes : ainsi, la vétusté des infrastructures de l'ancienne RDA était frappante, mais aujourd'hui, les nouveaux Länder disposent parfois d'équipements plus modernes que ceux de l'Ouest (par exemple, le réseau téléphonique).

## **2.2.2 Les intérêts des grands voisins :**

### **2.2.2.1 Le Japon :**

Le Japon et les puissances occidentales rompirent l'isolement de la Corée en lui imposant des traités de commerce en 1876 et 1902. Puis la Corée fut annexée par Tokyo en 1910. Et c'est finalement l'influence américaine qui a ouvert le pays au reste du monde ;

La puissance militaire d'une Corée réunifiée serait supérieure à celle du Japon. La réunification entraînerait aussi la perte de l'état tampon que constitue la Corée du sud.

De plus il n'existe ni en Corée du nord ni en Corée du sud un sentiment antimilitariste analogue à celui qu'a éprouvé le Japon lors de sa défaite de 1945. Cela renforce la peur des Japonais qui craignent une Corée forte militairement et portée par un sentiment national hostile à l'archipel, fort d'une longue tradition historique et surtout d'un désir de revanche sur l'histoire déjà écrite.

Mais la peur japonaise va encore plus loin.

Cette Corée réunifiée pourrait devenir un pays nucléaire militaire avec une dissuasion pour faire face à la Chine et surtout face au Japon compte tenu de la position géostratégique de la péninsule coréenne. Ce cas de figure inquiète bien des responsables japonais, plus que la menace russe ou même chinoise. On peut aller jusqu'à dire que si la Corée du nord développait son arsenal nucléaire, ce qui semble aujourd'hui le cas, alors le Japon aurait tout intérêt à contrarier la réunification.

Mais sans aller aussi loin on peut comprendre que le Japon puisse s'inquiéter de ce que serait la puissance militaire conventionnelle d'un pays comme la Corée du nord alors qu'il existe un grand nombre de sujets de frictions entre les deux pays : contestations insulaires, rivalité économique de plus en plus prononcée, limites maritimes qui n'ont pas encore toutes été fixées ou reconnues, statut de la communauté coréenne du Japon et enfin extrême animosité qu'explique l'histoire du peuple coréen à l'égard du Japon.

Au bilan le Japon est peut être l'Etat qui craint le plus cette réunification, celui qui y trouvera le moins d'intérêt.

#### **2.2.2.2 La Russie :**

Une Corée réunifiée ne présente pas d'inconvénients majeurs pour la Russie qui a avec la Corée du nord des échanges fructueux : c'est en effet à la Corée du nord que la Russie achète aujourd'hui, et à un prix très avantageux, de l'uranium. En 2001, le président Kim Jong-il a été somptueusement reçu en Russie, ce qui démontre certaines alliances d'intérêts entre les deux pays.

La Russie pourrait cependant s'inquiéter, en cas de réunification des deux Corées, de la perte d'un état tampon qui aujourd'hui, contient la poussée américaine à ses frontières orientales.

Elle pourrait également être préoccupée par l'émergence d'un voisin plus puissant qu'avant.

Mais une Corée réunifiée et forte pourrait aussi contrebalancer l'influence du Japon et réduire un face à face difficile entre Moscou et Tokyo.

### **2.2.2.3 La Chine :**

La Chine pourrait elle aussi voir en la Corée réunifiée un Etat susceptible de contrebalancer l'influence du Japon. Mais la Corée du nord représente pour elle un état tampon auquel elle tient particulièrement comme l'a montré son intervention dans le conflit coréen entre 1950 et 1953.

Il est probable que la Chine et la Corée réunifiée ne s'entendent pas sur la question des frontières maritimes.

Il faut également évoquer les deux millions de coréens qui vivent en Chine, disséminés dans les trois provinces mandchouriennes du Kirin, du Heilungkiang et du Liaoning. La majeure partie de ces coréens se trouve au Kirin, dans la région du Yenching, sur la rive septentrionale du fleuve Tumen, organisée en une « préfecture autonome des coréens de Yenpien ». En 1957 les autorités chinoises recensaient officiellement 1250000 coréens dans ces zones administrées selon le système de l'autonomie locale appliqué par Pékin aux minorités ethniques : ne seraient-ils pas tenter de rejoindre la grande Corée ? C'est une menace réelle pour l'intégrité territoriale de la grande Chine qui menacerait alors de se disloquer comme son voisin russe sur la question des minorités. C'est d'ailleurs exactement ce qui s'est passé pour la question de frontières entre la Chine et le Vietnam réunifié : divergence sur quelques kilomètres de frontières terrestres, sur les zones maritimes et sur le sort des nationaux (chinois au Vietnam et vietnamiens au Kampuchéa pro- chinois)

D'autre part deux litiges territoriaux sino-coréens peuvent s'aggraver à l'aune d'une réunification. Il y a tout d'abord la petite île de Shindo, à l'entrée de l'estuaire du Yalu. La Chine le considère comme faisant partie de son territoire... comme les deux Corées. Il est clair que cette île occupe une position

extrêmement avantageuse d'un point de vue stratégique, sur un fleuve qui sert de frontière entre les deux pays. Une Corée réunifiée pèserait sans nul doute beaucoup plus fort sur cette revendication.

Le second litige concerne le mont Paektu sur la frontière sino- coréenne à la source des fleuves Yalu et Tumen qui est revendiqué et par la Chine et par les deux Corées. Ce mont occupe une place à part pour les coréens puisqu'il incarne le lieu où un dieu descendu sur terre « Hanul » s'est uni à un ours métamorphosé en femme ; de cette union est né le pays du matin calme. Il semblerait que Pékin et Pyongyang se soient entendus pour administrer chacun une partie du lac et du mont, sans pour autant résoudre le différend

La volonté de réunification conduit la Corée à se rapprocher de Pékin tout en faisant un relatif silence sur ce sujet. Mais cela ne peut atténuer totalement les réticences de la grande Chine qui a vu autour d'elle le géant russe se morceler.

#### **2.2.2.4 Les Etats-Unis :**

La relation militaire entre la Corée du sud et les Etats-Unis aura été plus qu'une alliance, pour constituer aujourd'hui une véritable symbiose. Dans les tout premiers jours de la guerre de Corée, les troupes du sud se rangèrent sous l'autorité d'un commandant des Nations Unies, contrôlées par les américains.

De là naquit une collaboration qui allait durer bien au delà de l'armistice. Le lendemain de la chute du mur de Berlin, en 1990, plus de trente mille militaires américains sont toujours stationnés en Corée du sud. Lorsque la Corée du sud accueille les jeux olympiques en 1988, elle a encore besoin de la force de dissuasion américaine pour assurer son service d'ordre. Durant toute la durée des jeux, la septième flotte des Etats-Unis patrouille en mer du Japon afin de décourager une possible intrusion nord coréenne. En retour, Séoul aura toujours donné à Washington son soutien inconditionnel. Lors de la guerre du Vietnam, la Corée du sud se distinguera du reste de l'Asie orientale en s'engageant directement au côté des Etats-Unis, et de manière conséquente, mobilisant près de trois cent mille soldats.

Les Etats-Unis seraient sans aucun doute les plus favorables à une réunification : disparition d'un point chaud hérité de la guerre froide qui est pour eux une lourde charge stratégique et ce d'autant plus que le poids des interventions américaines dans le monde est très lourd depuis le 11 septembre dernier. Ce serait stratégiquement se rapprocher de la Chine, la marquer de près. Mais les américains ne peuvent à eux seuls provoquer et soutenir ce mariage sous peine de condamnation pour ingérence par les grands voisins et notamment la Chine.

#### **2.2.2.5 Un bon révélateur des interactions en présence : l'embouchure du fleuve Tumen.**

L'embouchure du fleuve Tumen est le point de rencontre de la Russie, de la Corée du nord et de la Chine. Au fil de l'histoire le partage de cette embouchure donna lieu à une redistribution entre les trois états, selon leurs vicissitudes internes ou leurs intérêts en propre.

Ce « delta d'or », qui est au centre des clivages géographiques et politiques de cette zone aurait pour fonction de servir de point de transition pour des marchandises produites en Corée du nord, en Chine et en Russie d'extrême orient et destinées à être exportées vers le Japon, la Corée du sud et les Etats-Unis. L'intérêt de ce projet pour Pékin est clairement identifié : donner un accès à la mer plus efficace pour la province du Kirin par des installations portuaires et un réseau ferroviaire à créer, accès plus efficace que le fleuve lui-même. Il pourrait même constituer un accès à la mer pour la Mongolie. Pour la Russie, ce projet est moins évident : Moscou craint que ce projet ne fasse concurrence à un projet analogue à Vladivostok. La Russie craint également de ne pouvoir avoir les moyens de faire face à ce nouveau besoin d'investissement.

Pour le Japon, il s'agit de ne pas être qu'un simple bailleur de fonds, sans pouvoir de décision dans une zone administrée par la Chine ou la Corée du nord ;

Pour la Corée, ce projet présente un intérêt certain : ouverture vers l'extérieur et notamment les Etats-Unis pour la Corée du nord mais surtout, pour la Corée du

sud concrétisation d'un projet dans le cadre de relations avec la Corée du nord et de la réunification.

### **2.3. La rigidité de l'articulation coréenne :**

#### **2.3.1 Le pivot coréen :**

On le voit bien, la Corée constitue, par ses dichotomies propres, par l'enjeu qu'elle représente pour ses voisins, un pivot essentiel en Asie, dans le contrôle du Rimland oriental. La position américaine dans la zone en est à cet égard une véritable démonstration.

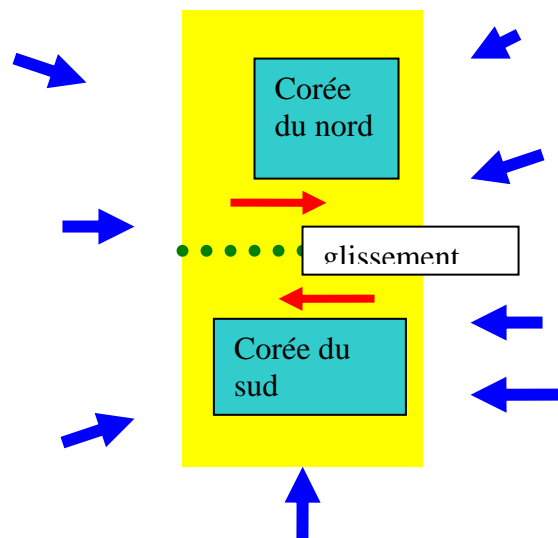
Les USA ont supporté la plus grande partie de l'effort de guerre de Corée puis celui de la guerre du Vietnam pour contenir hors du Rimland la poussée soviétique ou chinoise. Puis, dégagés de la guerre du Vietnam, ils ont progressivement cherché à déplacer vers l'est ce centre de gravité stratégique pour mieux le contrôler : c'est la doctrine Nixon qui en 1969 veut sortir les Etats Unis de l'impasse vietnamienne et qui, au second degré constitue également un début de réponse des Etats-Unis au Japon sur la question de l'équilibre dans la région du sud est. En 1975, les accords de Paris mettent fin à la guerre du Vietnam. Les Etats-Unis sont complètement dégagés et le président Ford parle de « nouvelle doctrine du Pacifique ». Une contre-offensive diplomatique américaine est déclenchée, afin d'organiser une sorte de communauté des pays riverains du Pacifique, avec un centre de gravité du Pacifique américain fortement déplacé vers l'est. Ce Pacifique américain comprend à l'ouest le Japon et à l'est la façade des Etats-Unis sur le Pacifique, la Californie. Le centre d'un tel système devient alors Hawaï ou l'Océan Pacifique lui-même, que dominant évidemment les Etats-Unis grâce à leur marine et leur aéronavale.

### 2.3.2 Les dangers portés par la réunification :

Une réunification de l'Etat coréen entraînerait une plus grande rigidité de ce pivot qui permet, en l'état actuel, de contenir les forces de frottement, les tensions générées par chaque grand état de la zone.

Les « dichotomies coréennes » abritent l'influence d'autres états. A travers ces dichotomies, les états se confrontent, avec une relative souplesse, dans un espace circonscrit. Nous sommes en quelque sorte au centre d'un espace dont le centre est mobile, souple, ce qui permet aux pièces alentours de ne pas bouger. Le tout est maintenu à l'équilibre.

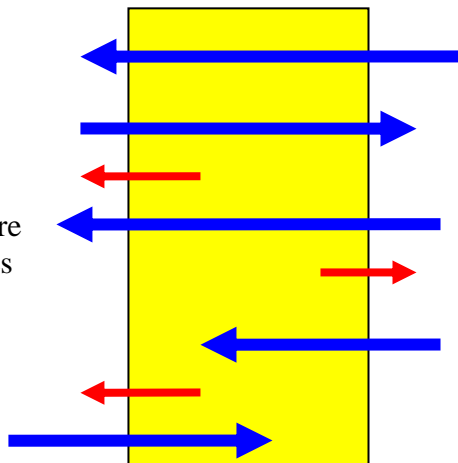
Figure 1



Les interactions entre états de la zone sont en quelque sorte « amorties » par les deux Corées, ce qui confère à la zone souplesse et équilibre.

Une Corée réunifiée donnerait lieu à une toute autre construction. Les dichotomies sont nivelées, du moins ramenées à un niveau unique, engendrant ainsi, pour les états alentour, des frictions qui touchent directement leurs intérêts propres. Nous sommes à présent au centre d'un espace dont le centre est globalement et artificiellement stable, ce qui impose aux pièces d'alentour des « mouvements tectoniques ». Le tout est maintenu à l'équilibre.

Figure 2 : les tensions directes entre états sont supposées plus probables et se développent



Une éventuelle réunification pourrait donc conduire à rendre rigide une « articulation coréenne » dont l'actuelle souple, la capacité à amortir les frictions et les chocs provoqués par les états voisins constituent des gages de stabilité et d'équilibre pour la zone entière. La coupure de la Corée permet d'amortir les dichotomies locales. Recoudre cette plaie historique amène à faire se confronter directement les Etats dans une région traditionnellement instable.

### 3. LE CONTOURNEMENT DU MUR

(PROPOSITION D'UN MODELE POLITIQUE EUROPEEN) :

**Des actions de rapprochement concrètes, économiques et politiques, ont eu lieu ces dernières années entre les deux Corées. Cependant elles trouvent vite des limites et des signes de tension évidents montrent que la réunification n'est pas pour demain. Une logique de contournement du mur se met en place et c'est peut-être du côté de la globalisation et d'une régionalisation de cette partie du monde qu'il faut chercher aujourd'hui les signes d'un rapprochement plus poussé.**

### **3.1 Les limites des actions passées de rapprochement entre les deux Corées:**

#### **3.1.1 Actions économiques :**

##### **3.1.1.1 Les premières brèches :**

En 1991, le régime de quasi autarcie imposé par le dictateur Kim Il-sung « le grand dirigeant », rend le pays particulièrement vulnérable à la forte contraction de l'aide fournie par la Chine et l'Union Soviétique. Des émeutes de la faim se produisent dans plusieurs villes en octobre. La faillite économique du régime et l'isolement diplomatique croissant contraignent le pays à se rapprocher de la Corée du sud. Les échanges commerciaux entre les deux Corées portent sur 192 millions de dollars contre 25 l'année précédente.

En mai 1992, une première brèche est ouverte dans le système communiste, grâce à une modification de la constitution permettant l'accès à la propriété privée et au profit. Un accord de principe est conclu en juillet avec la Corée du sud sur la garantie de leurs investissements mutuels et l'établissement d'un cadre de coopération économique. L'intérêt, pour les entreprises sud-coréennes est que les salaires sont onze fois moins élevés dans le nord que dans leur pays.

Le 20 octobre, la Corée du nord s'engage plus résolument sur la voie de l'ouverture en annonçant que les entreprises étrangères seront autorisées à créer des filiales en pleine propriété dans des zones économiques spéciales, dans les ports de Sonbong et de Najin. La Chine, après l'Union soviétique en 1990, facture désormais ses livraisons en devises convertibles.

En 1993, devant l'échec de sa politique du « juche », c'est-à-dire d'autosuffisance, le régime du président Kim Il-sung s'efforce d'attirer les capitaux étrangers. Mais son intransigeance dans le domaine nucléaire le prive de concours extérieurs. Le pays a procédé en outre au premier essai réussi de son missile Rodong I, capable de porter une charge nucléaire jusqu'au Japon. Les autorités admettent le 8 décembre l'échec du troisième plan de sept ans (1987-1993). Fait sans précédent, elles décident de donner la priorité au développement de l'agriculture, à l'industrie légère et aux échanges extérieurs, et non plus à l'industrie lourde.

### **3.1.1.2 Transition politique et assistance internationale :**

Le 8 juillet 1994, le maréchal président Kim il sung meurt à Pyongyang à l'âge de 82 ans. A l'occasion de ses funérailles, les représentants de l'Etat, du parti et de l'armée déclarent reconnaître comme successeur son fils Kim Jong-il, qui n'est toutefois pas officiellement intronisé ;

Le 16 février 1995, l'anniversaire de Kim Jong-il est proclamé « la plus grande fête du pays » mais le fils du grand dirigeant n'est toujours pas nommé à la tête du parti ni de l'Etat.

En 1996, la situation économique du pays, encore aggravée par les inondations de l'été, continue à se dégrader. La Corée du nord reconnaît l'échec de son troisième plan quinquennal et pour la première fois de son histoire, requiert le secours de l'aide internationale. En septembre, signe de la timide volonté d'ouverture du pays, une réunion organisée sous l'égide de l'O. N. U aboutit à l'annonce, par des entrepreneurs de Hong-kong, de Taiwan et de la Thaïlande, de 840 millions de dollars de projets d'investissements dans la zone d'économie spéciale de la région de Najin-Sonbong.

Le 8 octobre, Kim Jong-il est officiellement investi au poste de secrétaire du parti des travailleurs. Le fils de Kim il-sung, qui a conforté son pouvoir, ne disposait jusque là que du titre de chef des armées. Le poste de chef de l'Etat n'est toujours pas pourvu.

Durant l'année, la récession se poursuit, accompagnée d'une pénurie alimentaire qui s'aggrave.

Le 5 septembre 1998, 4 ans après la mort de Kim Il-sung, période durant laquelle le poste de chef de l'Etat est resté vacant, le Congrès suprême du peuple nord coréen élit officiellement à la tête du pays son fils Kim Jong-il qui exerce de facto le pouvoir depuis juillet 1994. Amendant la constitution, il abolit le titre de président et fait du chef de la commission de la défense nationale le numéro un du régime. Cette évolution consacre le renforcement du rôle de l'armée. Kim Jong-il est réélu à la tête de la commission de la Défense nationale qu'il occupe depuis 1993. Epargnée par la crise financière en raison de son caractère autarcique, l'économie nord coréenne continue toutefois de se dégrader.

En 1999, la situation économique, toujours aussi catastrophique, semble toutefois amorcer un mouvement de stabilisation. La production agricole augmenterait, sans permettre cependant, et de loin, de couvrir les besoins intérieurs. Les échanges, notamment touristiques avec la Corée du sud sont en forte progression.

L'année 2000 est marquée par la mise en place d'un cadre de coopération économique entre les deux Corées. Le modeste regain de l'économie n'empêche pas la situation alimentaire notamment, de rester catastrophique.

### **3.1.2 Actions politiques :**

#### **3.1.2.1 Un rapprochement de papier :**

Du 4 au 7 septembre 1990, Yon Hyong-muk, premier ministre nord coréen, se rend à Séoul pour y rencontrer son homologue sud-coréen, Kang Young-hoon. C'est la première visite de ce niveau depuis 40 ans. Yon Hyong-muk réitère les trois conditions mises à la poursuite du dialogue : l'entrée de la Corée du nord aux Nations Unies, la suspension des exercices militaires américano sud-coréens et la libération des personnes emprisonnées pour s'être rendues en Corée du nord.

Le 17 septembre 1991, les deux Corées sont admises à l'O. N. U.

Le 13 décembre, à Séoul, les premiers ministres de la Corée du Sud et de la Corée du Nord signent un pacte de réconciliation : il prévoit des négociations en vue de la signature d'un traité de paix qui mettrait fin à 46 ans de division de la péninsule coréenne, déchirée par la guerre qui dura de 1950 à 1953. Il intervient au moment où l'isolement du régime nord-coréen est à son comble, du fait de l'effondrement de l'U. R. S. S et du rapprochement sino sud coréen. Le 31, des représentants des deux pays signent un accord de principe sur la dénucléarisation de la péninsule. Le texte prévoit d'interdire la détention de l'arme nucléaire, que Pyongyang est soupçonné développer.

#### **3.1.2.2 La crise du nucléaire :**

Le 19 juillet 1993, Washington et Pyongyang parviennent à un accord à Genève, qui prévoit l'inspection de deux sites nucléaires par l'A. I. E. A, l'ouverture de négociations avec Séoul sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne et la transformation de la filière nucléaire en vue d'en limiter l'utilisation à des objectifs civils. La Corée du nord avait annoncé son retrait du traité de non prolifération nucléaire en mars à la suite des demandes d'inspection de l'AIEA avant de suspendre ce retrait en juin, au terme de négociations avec les Américains.

Le 4 février 1994, 4 des 5 membres permanents du conseil de sécurité des Nations Unies – les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne et la Russie - menacent la Corée du nord d'engager une procédure visant à lui appliquer des sanctions économiques si celle-ci n'autorise pas, avant le 21, l'AIEA à inspecter ses sites nucléaires. Le 26, la Corée du nord et les Etats-Unis parviennent à un accord sur l'inspection de sept sites nucléaires nord-coréens.

Le 15 mars, les experts de l'AIEA déclarent avoir été victimes d'obstructions. Washington remet en cause la reprise annoncée des négociations avec Pyongyang à Genève, et Séoul ajourne la suspension des manœuvres militaires conjointes avec les Etats-Unis. De son côté, la Corée du nord se dit prête « à répondre à la guerre par la guerre ». Le 21, le président Clinton annonce le déploiement dans les quarante cinq jours de missiles antimissile « Patriot » en Corée du sud où sont stationnés 37000 soldats américains. La Corée du nord déclare qu'elle considèrera ce déploiement comme une agression. Le 31, le conseil de sécurité de l'ONU adopte à l'unanimité une déclaration peu contraignante qui demande simplement à la Corée du nord de permettre aux experts de l'AIEA d'achever leurs inspections. Ce texte résulte d'un compromis entre la Chine, alliée de la Corée du nord, et les Etats-Unis.

Le 2 juin, l'AIEA remet à l'ONU un rapport affirmant que ses experts ne sont pas en mesure d'assurer leur mission de surveillance en Corée du nord. Ce rapport doit ouvrir le processus de sanctions internationales à l'encontre de Pyongyang, mais Moscou et Pékin y sont opposés.

Le 13, la Corée du Nord annonce son retrait de l'AIEA qui a mis fin à sa mission d'assistance technique le 10.

Le 16 juin, l'ancien président américain Jimmy Carter, en visite privée à Pyongyang négocie avec Kim il-sung les conditions d'une reprise du dialogue

avec la communauté internationale. La tension s'apaise et les experts de l'AIEA sont autorisés à reprendre leur travail. Le 18, Kim il-sung accepte la proposition de Jimmy Carter de rencontrer son homologue sud-coréen. Fixée au 25 juillet, la rencontre est remise en cause par la mort du président nord coréen le 8 juillet.

Le 21 octobre, Washington et Pyongyang signent un accord visant à normaliser leurs relations. La Corée du nord accepte de geler son programme nucléaire en échange d'une aide américaine en vue de se doter de la filière électronucléaire à eau légère, qui ne permet pas détournement de combustible à des fins militaires. Les inspections des experts internationaux sont repoussées de cinq ans. L'accord prévoit des livraisons gratuites de pétrole. Des bureaux de liaison doivent être réciproquement ouverts dans les capitales américaine et nord coréenne.

### **3.1.2.3 Un rapprochement cyclothymique :**

Le 17 décembre, un hélicoptère américain est abattu au nord de la ligne de démarcation entre les deux Corées. Un pilote est tué. Washington plaide l'erreur de navigation tandis que Pyongyang parle « d'espionnage ». Le pilote survivant est libéré le 30.

Le 20 janvier 1995, Washington décide une levée partielle de l'embargo imposé à la Corée du nord depuis 1950.

Au cours du même mois, le gouvernement nord-coréen décide d'autoriser les investissements étrangers dans le pays, dont l'économie connaît un fort déclin en raison notamment, de l'isolement du régime depuis l'effondrement de l'URSS. Toutefois, l'absence d'infrastructures rebute les candidats.

Durant l'été, les intempéries provoquent une grave pénurie alimentaire qui nécessite de recourir à l'aide internationale.

Du 5 au 7 avril 1996, à la suite de déclarations belliqueuses de Pyongyang, des troupes nord coréennes effectuent des incursions dans la zone démilitarisée située entre les deux Corées, le long du 38<sup>ème</sup> parallèle, violant ainsi l'accord d'armistice signé en juillet 1953 à Panmunjom. Le regain de tension entre les deux pays est également illustré par l'échouage d'un sous-marin nord coréen sur les côtes sud coréennes en septembre.

Le 5 mars 1997, les autorités acceptent de participer, à New York, à une réunion relative aux propositions américaines et sud coréennes en faveur de l'organisation d'une conférence quadripartite regroupant les deux Corées, les Etats-Unis et la Chine, et destinée à mettre en place un dispositif de sécurité qui complèterait l'accord d'armistice de 1953.

Le 22 juin 1998, un sous-marin nord coréen se prend dans les filets d'un bateau de pêche sud-coréen, au large de Sokcho, sur la côte est, avant de couler. Cet incident intervient la veille de la date prévue pour la reprise des négociations entre les deux Corées et les Etats-Unis dans le cadre de la commission d'armistice. Le 25, les corps de 9 hommes sont découverts à bord du sous-marin, ainsi que des documents qui prouveraient que celui-ci était en mission d'espionnage. Le 3 juillet, Séoul, fidèle à sa politique de main tendue, remet à Pyongyang les corps de ses neuf agents sans exiger d'excuses.

Le 31 août, Pyongyang procède au tir d'un missile balistique expérimental qui s'abîme dans l'océan Pacifique après avoir survolé le Japon. D'une portée de 1500 à 2000 kilomètres, ce missile aurait la capacité d'emporter des têtes nucléaires.

Le 15 juin 1999, la marine sud-coréenne coule un torpilleur nord-coréen, causant la mort d'une trentaine de marins.

Le navire tentait de pénétrer dans la zone démilitarisée qui sépare les deux pays depuis l'armistice de juillet 1953, où la tension était forte depuis une dizaine de jours. Il s'agit du plus grave incident entre les armées des deux pays depuis la fin de la guerre de Corée. Séoul précise toutefois que cet incident ne remet pas en cause sa politique d'ouverture en direction de Pyongyang.

Du 13 au 15 juin 2000, Kim Jong-il et son homologue sud coréen Kim Dae-jung participent à un sommet sans précédent, à Pyongyang. L'accord signé par les deux hommes engage les deux pays à « mettre leurs force en commun pour réaliser la réunification de manière indépendante » et à « résoudre rapidement » le problème des familles séparées. Il prône un « développement équilibré » de leurs économies, qui pourrait se traduire par une augmentation de l'aide et des investissements sud-coréens en direction de la Corée du Nord. Les deux précédents accords de réconciliation conclus en 1972 et en 1992, n'ont jamais été appliqués.

En janvier 2005 la Corée du nord prétend détenir l'arme nucléaire.

## **3.2 Le contournement du « mur coréen »**

### **3.2.1 Par la mondialisation galopante:**

L'Asie orientale et plus particulièrement l'Asie du sud-est avaient pour ainsi dire disparu pendant la guerre froide et on avait assisté à une véritable fracture entre les pays de la région.

L'émergence d'une « Asie Pacifique » le long d'un axe Tokyo Washington n'a pas véritablement créé un espace asiatique. La mondialisation permet aujourd'hui de changer cet état des choses, de contourner les fractures passées et de réorganiser la région : l'idéal du « monde sans frontières » poursuivi par la Corée du sud lui permet d'infléchir la ligne politique de la Corée du nord et d'instaurer un véritable rapprochement, facilité par l'action des diasporas coréennes.

#### **3.2.1.1 L'idéal du « monde sans frontières » :**

Dès les années 80, des changements sont intervenus et un vent d'internationalisation a soufflé sur l'Asie orientale. Les différentes politiques d'internationalisation ont apporté des transformations profondes, parfois spectaculaires comme en Chine.

Chaque Etat engendre et subit la mondialisation. Les états ouvrent leurs frontières, dérégulent leur économie, adhèrent aux organisations internationales. Ils doivent ainsi gérer les conséquences de l'intensification du libre-échange et des contraintes de la gouvernance globale. Certains états sont plus actifs dans la mondialisation, d'autres plus passifs ou réactifs. Les états asiatiques participent aussi de cette double dynamique. Le gouvernement sud-coréen a cherché à s'investir pleinement dans la mondialisation et y est parvenu en partie. Le gouvernement nord-coréen s'est montré essentiellement réactif. Si la

mondialisation est à priori une menace pour Pyongyang, elle est aussi un défi pour Séoul.

L'idéal du « monde sans frontières » est nécessairement troublant pour deux états qui se sont construits de part et d'autre d'une division territoriale.

A cet égard, les jeux olympiques sont devenus le lieu d'une harmonie globale, pour la reconnaissance internationale. L'organisation des jeux par Séoul en 1988 a permis à la Corée du sud de marquer des points sur le voisin du nord. « Etre moderne », « être ouvert sur le monde » sont les termes d'une équation formulée et reformulée depuis la fin du XIXème siècle par les états chinois, coréens et japonais.

### **3.2.1.2 Globalisation en Corée du sud :**

En 1979, la Chine annonce la politique de « la porte ouverte ». Le Japon dans les années 80 s'engage sur la voie de l'internationalisation. En 1990, la Corée du sud lance un vaste programme de « globalisation ». L'ex président Kim Younsum en définissait ainsi la raison d'être :

« L'objectif ultime est de faire de la Corée un pays où tous les gens du monde ont envie de voyager, d'investir et de résider. En ce sens, la politique de globalisation que la Corée entreprend n'est pas pour le seul bénéfice du développement de la Corée, mais pour le développement du monde dans son ensemble »

Cette politique vise à inscrire la Corée du sud sur la carte du monde, en réorganisant l'économie et en la rendant plus compétitive. Il faut dépasser la DMZ, la ligne de séparation entre les deux Corées et ne plus faire de la réunification la motivation unique des relations de Séoul avec le monde extérieur. Ainsi Séoul, en s'internationalisant, sort de la stricte logique de la guerre froide. Non seulement la Corée du sud s'est réconciliée avec ses anciens ennemis, soviétique et chinois mais elle a initié un nouveau dialogue intercoréen.

### **3.2.1.3 Conséquences pour la Corée du nord :**

A l'hiver 91, Séoul et Pyongyang atteignent un premier accord de non agression, apportant ainsi un peu de lumière à un processus de rapprochement jusque là peu concret.

Cependant, l'ouverture proposée par Séoul s'est faite en accord avec un contexte international dans lequel Pyongyang ne se reconnaît pas nécessairement, la globalisation sud coréenne étant une adhésion aux normes de l'économie libérale du camp occidental. Et ce qui a été possible en Europe de l'est parce que les sociétés le souhaitaient ne va pas de soi en Corée du nord où la société civile est totalement absente. Pékin a libéralisé son économie, avec d'ailleurs un temps d'avance sur la perestroïka soviétique.

La Corée a alors été ouverte à une profonde transformation, qui a modifié l'architecture des échanges régionaux puis mondiaux. Le nouveau modèle chinois montre cependant que la liberté économique n'engendre pas la liberté politique. Cette dimension chinoise a particulièrement intéressé Pyongyang et le vieux dirigeant Kim Il- sung qui essaie de mettre en place une sorte de socialisme avec des caractéristiques nord-coréennes. Une zone économique spéciale (ZES) est ouverte au nord est du pays sur le modèle de celle éditée par Pékin. Mais la culture politique dominante et le contrôle permanent des autorités nord-coréennes rendent cette ouverture capitaliste périlleuse. Et donc à la différence de la Chine, le nouvel ordre mondial est pour la Corée du nord une menace potentielle fondamentale, touchant à son existence même.

L'attitude de Pyongyang souligne avec une acuité particulière les limites d'une ouverture orchestrée par le haut.

La mondialisation se heurte vite, à nouveau, à une logique historique tenace qui n'est pas simplement celle de la guerre froide. Mais elle permettra certainement d'aller plus loin.

#### **3.2.1.4 Le rôle déterminant des diasporas :**

Une autre conséquence de la mondialisation a été la réactivation des diasporas. Par un positionnement géographique et culturel, les coréens de chine constituent un trait d'union entre les Corées du sud et du nord. La communauté sino-coréenne est devenue un réservoir de main d'œuvre bon marché pour une Corée

du sud enrichie, alors que l'on quitte la Corée du nord pour aller travailler en Chine, dans la province chinoise de Jilin.

La Corée du sud est ainsi au centre d'une véritable dynamique de population, d'investissement en Chine et en Russie où l'on compte les descendants des coréens établis entre la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle et le début des années 20, qui avaient ainsi émigré en Russie pour survivre, comme des milliers de chinois et de japonais d'alors.

La mondialisation a engendré un « pancoréanisme » où l'on se fie davantage à une solidarité ethnique plutôt qu'à la véritable identité nationale.

Pour la Corée du nord, elle crée une monnaie d'échange entre les valeurs produites par cet état voyou et une aide internationale qui fait de ce pays le principal pays assisté de la planète. La Corée du nord est en décalage avec la mondialisation. Elle n'y est cependant pas totalement imperméable.

### **3.2.2 Par une régionalisation poussée :**

Des jeunes asiatiques, par dizaines de milliers, ont commencé à venir étudier au Japon, tandis qu'un millier de personnes apprenaient le japonais hors de l'archipel, principalement en Asie.

Ainsi le Japon est-il devenu un pôle culturel majeur. Ce rayonnement culturel japonais est le signe d'une nouvelle régionalisation, d'un « asiatisme » qui aujourd'hui est passé de mode dans les lignes, les formes, les couleurs qu'il proposait mais qui est resté dans ses « valeurs ».

La dynamique régionale est restée.

Et aux mouvements des sociétés se sont ajoutés ceux des Etats. De nouveaux mécanismes de consultations bilatérales et multilatérales se sont mis en place. Vue de Corée, la dynamique de cette ouverture régionale donne une nouvelle force à l'unité coréenne en devenir.

#### **3.2.2.1 L'identité asiatique :**

Les asiatiques se sont découverts une identité commune et un diplomate disait :

« Il est difficile pour un européen ou un nord américain de comprendre l'importance de la révolution psychologique en Asie orientale, parce qu'ils ne peuvent pas entrer dans l'esprit des est asiatiques. Ils n'ont jamais été gênés par le poids du colonialisme. Ils n'ont jamais eu à se débattre avec l'idée inconsciente qu'ils étaient peut-être des êtres humains de second rang, qu'ils ne seraient jamais capables d'être les premiers. Les est asiatiques sont de plus en plus conscients qu'ils peuvent faire aussi bien, si ce n'est mieux, que d'autres cultures, et cela provoque un débordement de puissance en soi. »

La vision asiatique a été consolidée par la crise financière de 97-98. En 1997, l'ASEAN fête ses trente ans et invite la Chine, le Japon et la Corée du sud à une réunion informelle tenue en marge de la conférence annuelle. L'évènement se répète chaque année (ASEAN+3). C'est la base d'une coopération trilatérale qui n'a jamais existé et le visionnaire Kim Dae-jung a immédiatement perçu l'importance de l'ASEAN+3.

A la seconde rencontre d'ASEAN+3, le président sud coréen pose une question qu'aucune nation d'Asie du nord est n'avait seulement songée à soulever depuis 1945. N'était-il pas temps de fonder une communauté est asiatique ? A l'instar d'autres régions du monde (et plus précisément de l'Europe, ne pourrait-on pas imaginer une structure spécifique organisant la coopération entre les pays d'Asie orientale ? Le East Asia Vision Group (EAVG) s'est ainsi constitué, regroupant des chercheurs et des experts venus des plus importants « Think Tank » d'Asie orientale. Pour Kim Dae-jung, la coopération est asiatique ne doit pas se limiter à une seule solidarité économique. Elle n'est pas non plus l'affirmation d'une identité régionale plus ou moins inventée.

Elle passe par la gestion de problèmes communs dans tous les domaines : politique, économique, social, écologique, culturel. Elle induit même une réflexion collective sur les questions sécuritaires au sens large : prévention des conflits, prise en charge des problèmes humanitaires, notamment celui des réfugiés.

Le ministre sud coréen des affaires étrangères exprime cette maturité à travailler ensemble, sans intermédiaires :

« Le temps est venu pour les pays d'Asie orientale de travailler ensemble sous un plus grand degré d'interdépendance et de coopération régionale (...). Les

sceptiques diront que les relations entre la Chine et la Corée sont historiquement trop serrées pour que l'Asie du sud-est se transforme en une communauté régionale (...). Les sceptiques diront que les relations entre la Chine, le Japon et la Corée sont historiquement trop nouées pour que l'Asie du sud-est se transforme en une communauté régionale (...). Au lieu d'exagérer les points de discorde, les communautaristes, dont je fais partie, pensent à la synergie qui pourra être obtenue lorsque les trois pays deviendront un « nous », travaillant comme de proches voisins pour développer le sens de la communauté en Asie du sud et renforcer leur pont en Asie du nord est ».

### **3.2.2.2 Les conséquences d'une politique régionale pour les deux Corées :**

Il aurait été délicat pour Kim Dae-jung, de mettre en avant les questions intercoréennes dans toute la première phase de réflexion sur la coopération est asiatique. Il est parfois évident que cette question est le moteur de la démarche sud coréenne. Vue de Séoul, la régionalisation est asiatique offre un cadre idéal à un rapprochement des trois voisins du nord-est. Et ce rapprochement peut lui-même servir de support à une réconciliation des deux Corées.

Le président sud coréen a par exemple proposé de créer une version contemporaine de la route de la soie, en construisant un chemin de fer à travers toute l'Asie orientale, du sud au nord et jusqu'au transsibérien. Plus précisément, il s'agit de relier en un ensemble cohérent à l'échelle de la région, voire du continent, diverses voies ferrées séparées par des logiques nationales. Toute la force symbolique de ce projet se fonde sur une idée d'unité est asiatique.

Il reste encore à mobiliser les populations, tant cet asiatisme est avant tout celui des élites.

## CONCLUSION

Vivrons nous une réunification de la Corée ?

Il est vraisemblable que non, tant l'histoire politique de la Corée apparaît récente, comparée à la séculaire et puissante Allemagne des années 90 ; tant les dichotomies existantes apparaissent difficiles à surmonter ; tant les Etats d'alentour voient d'un œil circonspect lorsqu'il n'est pas franchement mauvais, cette réunification à laquelle ils n'ont pas vraiment intérêt. Celle-ci serait d'ailleurs porteuse de facteurs de déséquilibre pour la région alors qu'aujourd'hui, la coupure entre les deux Corées permet « d'amortir » les tensions de la zone. C'est « l'articulation coréenne », porteuse pour la zone d'une relative stabilité.

La « chute du mur coréen » n'est donc pas pour demain. Pourtant les deux Etats se rapprochent et l'on peut présager qu'un « contournement du mur » est en train de s'opérer, porté, et c'est paradoxal, par le moteur d'une globalisation de la planète et par celui d'une régionalisation de plus en plus développée de cette partie du monde. Ainsi, les fils se tissent entre nord et sud, qui contournent toutes les difficultés existantes et qui obligent les deux Corées à ne plus se faire face en adversaire, mais bien à tourner résolument leur regard vers un avenir commun.

On pourrait ainsi parler d'une « européanisation » de cette partie du monde : les états se rapprochent les uns des autres, se réunissent pour ce qu'ils ont en commun et pour ce qu'ils veulent mettre en commun, tout en conservant leur propre identité nationale. « L'européanisation de l'Asie » : tout un programme !

## BIBLIOGRAPHIE

### OUVRAGES EN FRANCAIS :

- POSTEL-VINAY Karoline, *Corée au cœur de la nouvelle Asie*, Paris ; Flammarion, 2002.
- SEONG-SOOK Yim, *La Corée, le peuple et ses valeurs culturelles d'hier à aujourd'hui*, Montréal ; Presses de l'université de Montréal, 2000.
- KISSINGER Henry, *La nouvelle puissance américaine* ; Fayard, 2003.
- JOYAUX François, *Géopolitique de l'extrême orient* ; Editions Complexe, 1993.
- SOPPELSA Jacques, *Géopolitique de l'Asie Pacifique* ; Editions Ellipses, 2001.
- BRZEZINSKI Zbigniew, *Le grand échiquier* ; Bayard Editions, 1997.
- CHAUPRADE Aymeric, *Géopolitique, constantes et changements dans l'histoire* ; Edition Ellipses, 2003.

### OUVRAGES EN ANGLAIS :

- Ministry of National Defense of the Republic of Korea, *Participatory government defense policy* ; 2003.
- Ministry of Unification of the Republic of Korea, *The policy for peace and prosperity*; 2003.

### ARTICLES EN FRANCAIS :

- PERON-DOISE Marianne, « Enjeux de sécurité et mise en place de mesures de confiance autour de la péninsule coréenne », *Revue internationale et stratégique* n°44, hiver 2001-2002.

# CARTOGRAPHIE

Carte générale de la Corée



<b>SOMMAIRE</b>	<b>1</b>
<b>INTRODUCTION</b>	<b>2</b>
<b>1 L'EXISTENCE FRAGILE D'UN ETAT COREEN</b>	<b>4</b>
1.1 Le souvenir d'une identité nationale coréenne	4
1.2 L'espoir avorté de l'après colonisation japonaise	5
1.3 La division	5
1.4 Abel et Caïn	6
<b>2 LES OBSTACLES A LA REUNIFICATION</b>	<b>7</b>
2.1 Surmonter des dichotomies intrinsèques	7
2.1.1 Entre orient et occident	7
2.1.2 Entre terre et mer	8
2.1.3 Entre nucléaire et non nucléaire	8
2.1.4 Entre Nord et Sud	9
2.2 Au croisement des politiques d'intérêts	10
2.2.1 Comparaison avec la réunification allemande	10
2.2.2 Les intérêts des grands voisins	12
2.2.2.1 Le Japon	12
2.2.2.2 La Russie	13
2.2.2.3 La Chine	14
2.2.2.4 Les Etats-Unis	15
2.2.2.5 L'exemple de l'embouchure du fleuve Tumen	16

2.3 La rigidité de l'articulation Coréenne	17
2.3.1 Le pivot Coréen	17
2.3.2 Les dangers portés par la réunification	18

### **3 LE CONTOURNEMENT DU MUR**

(PROPOSITION D'UN MODELE POLITIQUE COREEN)	<b>19</b>
3.1 Les limites des actions passées de rapprochement	20
Entre les deux Corées	
3.1.1 Les actions économiques	20
3.1.1.1 Les premières brèches	20
3.1.1.2 Transition politique et assistance internationale	21
3.1.2 Les actions politiques	22
3.1.2.1 Un rapprochement de papier	22
3.1.2.2 La crise du nucléaire	22
3.1.2.3 Un rapprochement cyclothymique	24
3.2 Le contournement du mur coréen	26
3.2.1 Par la mondialisation galopante	26
3.2.1.1 L'idéal du « monde sans frontières »	26
3.2.1.2 Globalisation en Corée du sud	27
3.2.1.3 Conséquences pour la Corée du nord	27
3.2.1.4 Le rôle déterminant des diasporas	28
3.2.2 Par une régionalisation poussée	29
3.2.2.1 L'identité asiatique	29

3.2.2.2 Les conséquences d'une politique Régionale pour les deux Corées	31
<b>CONCLUSION</b>	<b>32</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>33</b>
<b>CARTOGRAPHIE</b>	<b>34</b>